

# LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République  
n° 50 - septembre 2007 - 4,50 €



LE SPECIAL  
OPERATIONS  
EXECUTIVE  
"SOE"  
EN FRANCE



## LES PREMIÈRES JOURNÉES ANNUELLES DE LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE À SAINT-MARCEL

La Fondation de la Résistance accueille des associations, dont les intérêts moraux rejoignent les siens.

Il peut s'agir d'associations encore actives, ou d'associations d'anciens résistants qui ont décidé de mettre fin à leurs activités. S'agissant de ces dernières, le devoir de la Fondation de la Résistance est de recueillir la mémoire de ces associations, qui ne sont pas comme elle assurées de la pérennité.

Les associations encore actives sont rattachées à la Fondation par une convention respectueuse aussi bien de leur personnalité juridique que de leur identité. Elles sont réunies deux fois par an au sein du Comité d'animation et de suivi qui comprend aussi des associations qui ont souhaité y être invitées sans pour autant avoir signé une convention.

Ce Comité permet aux associations membres de faire des propositions sur les orientations de la Fondation et, le cas échéant, de constituer des relais de son action auprès de leurs membres ou grâce à eux et ainsi améliorer encore la connaissance de ce qui se passe sur le terrain et de mieux répondre aux aspirations de la majorité des résistants.

**Pour la première fois la réunion de ce comité d'animation et de suivi à lieu en province dans un haut lieu de la Résistance: Saint-Marcel (Morbihan) à l'occasion des journées annuelles de la Fondation de la Résistance les jeudi 27 et vendredi 28 septembre 2007.**

Ce sera l'occasion de présenter les activités de la Fondation de la Résistance et d'engager une large discussion avec les résistants et déportés de cette région.

Nous rendrons compte de cet événement dans le numéro de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* du mois de mars.



Photos Georges Bouillier/SNAPP reportages.

## LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE RAVIVE LA FLAMME SUR LE TOMBEAU DU SOLDAT INCONNU

Le 27 mai dernier, le docteur Pierre Morel, vice-président de la Fondation de la Résistance a présidé la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe.

Ce jour a été choisi pour commémorer le 27 mai 1943, date de la séance constitutive, rue du Four, à Paris, du Conseil National de la Résistance, réuni à la demande du général de Gaulle par le préfet Jean Moulin pour unifier tous les mouvements et familles politiques luttant alors contre l'occupant nazi.

Cette année, l'*American Legion* et l'association pour la Mémoire de 1200 résistants emprisonnés à Eysses déportés à Dachau s'étaient associées à la cérémonie à laquelle la Fondation de la Résistance avait invité la ville de Drancy représentée par M. François Bodin, maire adjoint chargé de l'enseignement.



M. François Bodin, accompagné d'une délégation de plus de 50 personnes composée d'un groupe de l'UFAC de Drancy conduit par M. Robert Quint, secrétaire du comité local de l'ANACR de Drancy, de 25 musiciens de l'Harmonie de Drancy, ainsi que de 20 élèves de l'école élémentaire Roger Salengro de cette même commune, a pu ainsi partager ce moment d'émotion et de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance.

Parmi les personnalités et les responsables d'associations issues de la Résistance entourant Pierre Morel, et le général Jean Combette, président du comité de la Flamme sous l'Arc de Triomphe, on notait notamment la présence de M<sup>me</sup> Odette Christienne, adjointe au Maire de Paris chargé des Anciens Combattants, des archives et de la mémoire; du préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance; de M. Louis Cortot, compagnon de la Libération et de M. Rabinovitch, vice-président de l'association pour la Mémoire de 1200 résistants emprisonnés à Eysses déportés à Dachau.

Lors de cette cérémonie, ont été présentés les drapeaux confiés à la Fondation par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution. ●

## CNRD 2007-2008

Pour l'année scolaire 2007-2008, il revient à la Fondation de la Résistance de diriger la réalisation du dossier préparatoire du Concours national de la Résistance et de la Déportation dont le thème est: «L'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale: une forme de résistance.»

Ce document sera disponible en novembre prochain et sera alors adressé gratuitement, en étroite liaison avec le jury national et les associations issues de la Résistance et de la Déportation, en 4 exemplaires à 12000 établissements du second degré de Métropole et d'Outre Mer ainsi qu'aux lycées français à l'étranger.

D'ores et déjà, grâce à la rubrique «Actions pédagogiques» de son site Internet, la Fondation met à la disposition des élèves et des enseignants de nombreuses informations sur le thème annuel du concours et plus généralement sur la Résistance française.



En couverture: Chefs et agents de réseaux de la section F du *Special Operations Executive*. 1 - Sabotage ferroviaire par un membre du réseau «Acolyte». 2 - Ben Cowburn. 3 - Noor Inayat Khan. 4 - Michael Trotobas. 5 - Francis Cammaerts. 6 - Virginia Hall. 7 - George Starr. Photographies extraites du livre de MRD *Foot SOE in France; Londres, Her Majesty's stationery office, 1966. Droits réservés.*



# LE MOT DU PRÉSIDENT

## SOMMAIRE

### Mémoire et réflexions

- Le *Special Operations Executive* (SOE) en France ..... p. 4

### CNCVR

- Maurice Leteuil, un homme de cœur au service de ses camarades ..... p. 8

- Deux rencontres exceptionnelles avec l'UDCVR de l'Orne..... p. 9

### L'activité des associations affiliées

- Mémoire et Espoirs de la Résistance ..... p. 10

- AERI ..... p. 12

### Livres

- Vient de paraître ..... p. 14

- À lire ..... p. 14

### Hommage

- Pierre Messmer (1916-2007). L'épopée d'un Français libre. .... p. 4

- Élie-Jacques Picard nous a quittés..... p. 16

- Une allée de Strasbourg honore la Mémoire de Jean-Pierre Lévy... p. 16

**Éditeur:** Fondation de la Résistance  
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République  
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris  
Téléphone : 01 47 05 73 69  
Télécopie : 01 53 59 95 85

**Site internet:**  
[www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)

**Courriel:**  
[fondresistance@club-internet.fr](mailto:fondresistance@club-internet.fr)

**Directeur de la publication:** Pierre Sudreau,  
Président de la Fondation de la Résistance

**Directeur délégué de la publication:**  
François Archambault

**Rédacteur en chef:** Frantz Malassis

**Rédaction:** Marc Fineltin, Bruno Leroux,  
Frantz Malassis, Jean Novosseloff,  
Laurence Thibault.

Maquette, photogravure et impression:  
SEPEG, Boulogne-Billancourt 92100.  
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 16 €. n° 50: 4,50 €

Commission paritaire n° 1110A07588 – ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé, à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

**E**n mai dernier, le président de la République M. Nicolas Sarkozy a tenu lors des cérémonies traditionnelles de son intronisation à rendre hommage aux trente-cinq résistants massacrés le 16 août 1944 près de la cascade du Bois de Boulogne à Paris.

Ce témoignage rendu par le nouveau chef de l'État sur la place qu'occupe la Résistance dans notre Histoire nous est allé droit au cœur d'autant qu'il fut accompagné d'une décision contribuant à mieux faire connaître à la jeunesse de France cette page de notre Histoire nationale.

Ainsi, le 22 octobre prochain sera marqué par la commémoration du souvenir de Guy Môquet et de ses 26 compagnons fusillés à Châteaubriand en 1941. Dans les établissements scolaires, les enseignants sont invités à se mobiliser autour de ce souvenir et de ce qu'il signifie. Le ministère de l'Éducation nationale a suggéré par voie d'une circulaire que cet hommage soit ponctué par la lecture de lettres de fusillés et d'extraits d'œuvres de résistants<sup>(1)</sup>.

Ce temps fort amènera nos jeunes concitoyens à réfléchir avec leurs enseignants sur la notion de l'engagement et du choix de l'individu dans le cours de sa destinée. Cette journée permettra, n'en doutons pas, d'éclairer la Résistance d'un jour nouveau. Les élèves découvriront qu'elle n'est pas seulement l'expression d'une opposition à l'oppression mais aussi et surtout l'affirmation de valeurs universelles de l'Humanité. Ils verront, à cette occasion, que la Résistance n'est pas figée dans un temps historique mais qu'elle est une source d'inspiration, un ferment civique pour les générations futures.

Nous ne pouvons que nous réjouir de la dynamique ainsi lancée qui nous conforte pleinement dans les missions de la Fondation de la Résistance. ●



**Pierre Sudreau**

Président de la Fondation de la Résistance



(1) Le site Internet de la Fondation de la Résistance ([www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org)) met en ligne, sur les pages de sa nouvelle rubrique « Actions pédagogique » de nombreuses informations et orientations bibliographiques sur la question.

# LE SPECIAL OPERATIONS EXECUTIVE (SOE) EN FRANCE

La parution de la traduction en français du livre de Michael Foot *SOE in France*, prévue pour le début de l'année 2008, a été l'occasion pour les éditions Tallandier, de demander à Jean-Louis Crémieux-Brilhac, spécialiste de l'histoire de la France Libre, de rédiger sa préface. Nous remercions Jean-Louis Crémieux-Brilhac et les éditions Tallandier d'avoir accepté de publier en avant première cette présentation du livre de référence sur les réseaux britanniques « Buckmaster » enfin disponible en français.

La fin d'un scandale ? Il peut paraître outré d'employer de tels mots à propos de ce livre. Et pourtant ! La parution en français du *SOE in France* de Michael Foot n'est possible aujourd'hui que grâce à la levée d'une mise à l'index imposée durant quarante ans par un gouvernement étranger et ami. Ni l'histoire diplomatique, ni l'histoire littéraire des pays démocratiques n'offrent rien de comparable. *SOE in France*, rédigé à Londres sur commande gouvernementale avec l'assentiment du Premier ministre de l'époque et édité en 1966, puis réédité en 1967 par l'Imprimerie royale britannique (HMSO) dans la collection officielle d'histoire de la Grande-Bretagne en guerre, a été interdit de publication en français pendant près d'un demi-siècle par décision du *Foreign Office*. Un grand éditeur parisien l'avait fait traduire : le veto de Londres bloqua l'entreprise.



On peut penser que le Secrétaire d'État de Sa Majesté craignit de susciter l'irritation du général de Gaulle, alors au sommet de sa carrière, et les protestations d'anciens résistants, en laissant publier en France une relation *made in Britain* et sous timbre officiel de l'action clandestine britannique dans notre pays durant la dernière guerre. Une critique aciculée de l'ouvrage avait paru dans le *Figaro Littéraire* du 16 juin 1966 sous la signature de l'ancien chef des services secrets de la France Libre André Dewavrin, alias colonel Passy. Son titre abusivement provocateur : « M.R.D. Foot, n'attaquez pas injustement la France Libre ! » et les multiples interventions de son auteur ont pu renforcer les diplomates britanniques dans leur prudence. Il a fallu attendre 2004 pour qu'une nouvelle édition de *SOE in France*, publiée en Grande-Bretagne et aux États-Unis, incite les responsables de plusieurs hautes institutions françaises à demander la levée du veto, puis à s'accorder, la première traduction s'étant perdue, pour en financer une nouvelle et tirer de sa quasi-clandestinité un ouvrage qui reste une des premières sources de notre histoire clandestine.

C'est dire que l'importance de *SOE in France* n'a été connue, depuis sa parution, que dans un

étroit cénacle. Arthur Calmette, historien du mouvement clandestin « Organisation civile et militaire » et ancien résistant de marque, salua en 1967 dans la *Revue d'histoire de la Deuxième guerre mondiale* « une œuvre maîtresse, [...] importante par son volume, sa densité, le sérieux de sa documentation, l'effort d'objectivité de son auteur, [...] la première tentative pour présenter une vue d'ensemble de l'œuvre des services secrets britanniques en France ». Et de



Sabotage ferroviaire par un membre du réseau SOE, section F « Acolyte ».

Durant toute la guerre, le major Buckmaster dirigea la section F du *Special Operations Executive*.

Ces photographies sont extraites du livre de MRD Foot *SOE in France* (Londres, Her Majesty's stationery office, 1966) - DR.

conclure que, en dépit de quelques critiques et lacunes, « aucun historien de la Résistance française ne [pourrait] désormais écrire sans avoir recours à cet ouvrage ».

Son auteur, Michael Foot, est en effet un pionnier de l'histoire des services secrets ; son autorité et sa probité intellectuelle sont unanimement reconnues ; il est un francophile avéré. Il a participé à la Seconde Guerre mondiale, en particulier dans ses dernières phases, en qualité d'officier de renseignement de la brigade du *Special Air Service* (SAS), l'unité de parachutistes chargée d'opérer sur les arrières ennemis. Rescapé lui-même d'un parachutage qui lui valut d'être fait prisonnier par les Allemands, il a eu par la suite une carrière universitaire brillante, d'abord enseignant à Oxford, puis titulaire de la chaire d'Histoire moderne à l'université de Manchester. Bien que *SOE in France* ait été rédigé dans le cadre d'une mission officielle et que son texte ait été revu, avant publication, par les principaux chefs du service, puis ait bénéficié d'une sorte de *nihil obstat* de la part des autorités publiques, Foot peut à juste titre se flatter d'avoir écrit « non en fonctionnaire... mais en historien » qui veut simplement expliquer les événements.

Le *Special Operations Executive*, plus couramment désigné par son sigle SOE, auquel ce livre est consacré, a été, durant la Deuxième guerre mondiale, le second des deux grands services secrets britanniques engagés dans la lutte contre l'Axe, le premier étant l'*Intelligence Service* (SIS, ou MI 6). Institution respectée et généreusement mythifiée en dépit de ses défaillances durant l'entre-deux-guerres, l'*Intelligence Service* était rattaché depuis 1919 au *Foreign Office* et avait la charge du renseignement sur les territoires ennemis ou occupés. Le SOE, au contraire, ne datait que de l'été de 1940 : c'était une invention du gouvernement Churchill et il n'a pas survécu à la Deuxième guerre mondiale. Conçu comme un service secret d'action subversive (et, dans ses débuts, de propagande subversive), il avait pour mission, selon les termes du Premier ministre, de « mettre le feu à l'Europe ». Le SOE avait été rattaché, pour mieux donner le change, au ministère de la Guerre économique. Son rôle, façonné dans l'improvisation, allait prendre une extension imprévue à mesure que se manifestèrent les résistances européennes,

notamment la Résistance française, et que grandit l'espoir, incertain jusqu'à l'été de 1944 dans les états-majors alliés, que l'action résistante puisse contribuer au succès des débarquements prévus et à la libération des pays européens.

Jusqu'au printemps de 1941, l'existence du SOE resta ignorée des Français Libres. Sa «section F», opérant indépendamment et à l'insu des services secrets du général de Gaulle, tenta d'improviser de premiers raids sur les côtes françaises, de créer l'amorce de premiers réseaux, totalement distincts de ceux que constituait l'*Intelligence Service*, et de prendre de premiers contacts avec des officiers antiallemands de l'armée de l'armistice du gouvernement de Vichy. Rapidement, les Britanniques découvrirent l'avantage de recourir également aux services secrets français que mettait sur pied le colonel Passy et aux volontaires que ceux-ci pouvaient apporter à l'action clandestine. C'est ainsi qu'en mai 1941 fut créée au sein du SOE, à côté de la section F, une seconde section d'action en France, la «section RF», chargée d'agir de concert avec les services secrets français libres. Tous les agents de la France Libre chargés par celle-ci d'actions subversives ou d'organisation à fins militaires sur le continent, qu'il s'agît de frustes saboteurs ou de délégués en titre du général de Gaulle, tous furent formés au parachutage et aux techniques d'action clandestine par les soins de la section RF, tous durent transiter par elle pour gagner la France et se virent offrir avant leur départ de Dorset Square la dragée mortelle de cyanure enrobée d'une pellicule de caoutchouc, tous furent tenus de passer ensuite par elle pour communiquer par radio avec les autorités françaises libres et c'est par son intermédiaire qu'ils reçurent codes, crédits et armement. Ce qui n'empêcha pas, dans le même temps, la section F de multiplier les créations en France de réseaux de sabotage et d'action ralliant de nombreux patriotes, sous contrôle et sur directives purement britanniques.

Que cette dualité ait été l'occasion de multiples frictions, on ne s'en étonnera pas. Elles se manifestèrent bientôt, moins entre les deux sections F et RF du SOE qu'entre sa section F, purement anglaise, et le Bureau central de renseignement et d'action ou BCRA, instrument, à partir de 1942, de toutes les activités clandestines de la France Libre. Le SOE et le BCRA visaient un même but, la défaite ennemie et la participation des résistants français à cette défaite. Mais ils obéissaient à des logiques différentes, en application de politiques distinctes adoptées en plus haut lieu. Exigences, parfois contradictoires, de deux souverainetés nationales : de Gaulle revendiquait l'autonomie d'action en France la plus large et alla même jusqu'à vouloir faire supprimer la section F, alors que les Britanniques entendaient garder le contrôle de toute action de guerre menée à partir de leur sol. D'où allait découler une divergence majeure sur la stratégie : la France Libre visait à étendre au plus vite la résistance à toute la nation dans le cadre d'une structure centralisée, alors que les Anglais ne voulaient d'actions subversives ou militaires qu'étroitement contrôlées et régionalisées, s'échelonnant selon les besoins de la stratégie

alliée, pour confluer éventuellement lors des combats libérateurs. Une autre divergence, latente, mais qui devint conflictuelle en 1942-1943, fut celle des visées politiques : il devint manifeste, à partir de l'entrée en scène de Jean Moulin, que la France Libre préparait, en même temps que la libération du territoire, la prise du pouvoir par le gouvernement du général de Gaulle, initiateur et symbole de la résistance nationale ; cependant, la section F, fidèle aux directives du Cabinet de guerre et de l'État-major britanniques, se déclarait strictement apolitique ; dans cette optique, elle n'hésitait pas à s'associer en France avec des fractions antigauillistes et, du moins jusqu'à la fin de 1943, à coopérer avec des rivaux de l'Homme du 18 juin, pourvu qu'ils se montrent efficaces. Passons sur les tiraillements de 1943-1944 concernant la tactique à recommander aux formations clandestines armées.

français et anglais, jointe au dynamisme des organisations clandestines de la France intérieure, eut les résultats positifs que l'on sait : l'éclatante participation de la Résistance à la Libération et le rassemblement national sous l'égide de De Gaulle.

Michael Foot n'a pas éludé les problèmes de pouvoir ni les frictions qui purent troubler la collaboration des services français libres et britanniques, sur lesquels le colonel Passy insiste dans ses *Mémoires* ; il les relativise ou les ramène à l'essentiel. Il ne dissimule d'ailleurs pas non plus les tensions entre le SOE et l'*Intelligence Service* ou le commandement de la *Royal Air Force*.

Il a voulu avant tout montrer sous ses divers aspects et dans ses différentes phases le fonctionnement d'un service secret britannique dont le rôle technique, logistique, militaire, voire politique

## *la coopération compétitive des services d'action français et anglais, jointe au dynamisme des organisations clandestines de la France intérieure, eut les résultats positifs que l'on sait*

À ces divergences, liées, pour une large part, aux inflexions de la haute politique, s'ajoutait, au niveau des services, une rivalité qu'on pourrait dire fonctionnelle. Entre le BCRA et la section F, la coopération, pour efficace qu'elle fût, était inévitablement compétitive. Ainsi, les heurts furent fréquents et parfois rudes entre le colonel Buckmaster, le chef le plus notable de cette section, et les responsables du BCRA, le colonel Passy et son agissant et sagace adjoint, André Manuel : contestations et, occasionnellement, coups fourrés tant dans le recrutement des agents que dans l'usage des codes, critiques par le SOE des «indiscrétions» françaises, discussions pour obtenir des passages sur les avions clandestins de liaison avec la France et des parachutages prioritaires d'armes. Si vives, toutefois, qu'aient pu être ces oppositions, elles n'ont empêché ni une complicité discrète entre Passy et Buckmaster, ni une sympathie profonde entre Jacques Bingen, chef en 1943 de la section non militaire du BCRA, et le directeur du SOE pour l'Europe du Nord-ouest, Robin Brook, ni, à plus forte raison, l'esprit de solidarité dans la tâche quotidienne et l'amitié entre les officiers du BCRA et leurs correspondants anglais de la section RF. L'exemple le plus éclatant en est celui de Yeo Thomas, attaché avant guerre à la maison parisienne de haute couture Molyneux, francophile passionné, officier de la section RF, qui, après deux missions en France, obtint en février 1944 d'y retourner pour tenter de délivrer Pierre Brossolette, délégué du général de Gaulle tombé aux mains des Allemands, et qui, arrêté lui-même, ne dut qu'à un concours de circonstances exceptionnel d'échapper à une mort programmée. Et, plus important que tout, la coopération compétitive des services d'action

dans le développement de l'action clandestine a été capital et, sur le moment, insoupçonné, passer en revue le déploiement et les péripéties de ses agents et de ses réseaux en France et mettre en lumière leur contribution à la victoire. C'est par là tout un volet de l'activité clandestine en France pendant la Deuxième guerre mondiale qui s'éclaire.

Il est difficile de se représenter aujourd'hui la nouveauté d'un tel apport, si confidentiel qu'il soit d'abord resté. Les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle avaient donné une vue cavalière et parfois entachée d'inexactitudes de l'action en France menée par l'entremise du BCRA, ainsi que des rapports entre la France Libre et la Résistance intérieure, unies sous son égide dans la gloire d'un même combat. Les deux volumes de Jacques Soustelle, *Envers et contre tout*, parus dès 1947-1950, avaient donné une vue plus poussée de l'action des services secrets français, mais, eux aussi, dans le cadre de ce qui se voulait une histoire globale de la France Libre. La relation la plus détaillée du rôle des services secrets français restait les *Mémoires* du colonel Passy, mais qui s'arrêtaient au milieu de 1943 ; et trop de différends avaient opposé l'auteur à ses partenaires, contrôleurs et rivaux anglais pour qu'il y fit une juste part à l'action de leurs services – dont il ne connaissait, de surcroît, qu'une partie. Quant à la littérature communiste sur la guerre, elle n'accordait de mérite qu'à la résistance autochtone dont le PCF, le Front national, son émanation, et les Francs Tireurs et Partisans, ses avant-gardes militaires, se flattaient d'avoir été le fer de lance. Enfin, l'étude méthodique de la France en guerre et de la résistance sur la base de documents écrits portait tout juste ses premiers fruits grâce

►►► au Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale et à son animateur Henri Michel. Ainsi, les publications françaises sur la guerre clandestine, d'inspiration tant gaulliste que communiste, avaient été, jusqu'en ce début des années soixante, largement apologétiques. À de rares exceptions près, elles avaient célébré l'épopée résistante comme une affaire purement franco-française, les services secrets alliés d'action y faisant curieusement figure d'auxiliaires obligés, dispensateurs d'une aide logistique chichement mesurée.

De sorte qu'on serait tenté de voir dans la décision britannique de 1960 de tirer de l'ombre l'action du SOE non seulement un hommage à la Grande-Bretagne en guerre, mais une façon d'équilibrer une littérature gauloise abusivement flatteuse pour notre amour-propre national; peut-être aussi une sorte de complément, sinon de réplique, aux *Mémoires de guerre* du général de Gaulle dont le troisième volume venait de paraître dans les deux pays. En suite de quoi, quand l'ouvrage sortit, les mêmes autorités, comme effarouchées par leur propre audace, se seraient retenues de l'exporter.

Quoi qu'il en fût, elles n'avaient rien négligé pour que Michael Foot pût écrire, dans la plénitude de son rôle d'historien, ce que le compte rendu du *Times* appela « une histoire officiellement musclée », bien que tempérée à l'occasion par l'humour rafraîchissant de l'auteur. Et, ce qui compte aujourd'hui davantage à nos yeux, une histoire fortement documentée. Le gouvernement britannique lui avait, en effet, donné accès à la quasi-totalité des archives existantes du service. Un tel libéralisme paraîtra d'autant plus remarquable si l'on rappelle que les dossiers de l'*Intelligence Service* sont clos sans limite de temps, que les archives du BCRA français n'ont été ouvertes – au compte-gouttes et sur dérogations restrictives – que dans les années quatre-vingt-dix, que leur exploration d'ensemble n'a été achevée qu'en 2006, et que les archives de guerre du général de Gaulle ne sont accessibles que depuis 2004. On appréciera mieux encore le privilège dont a bénéficié Foot quand on saura que 85 % des archives initiales du SOE sont aujourd'hui détruites, soit par suite d'incendies, soit délibérément par l'effet de plusieurs dégraissages décidés, dit Foot lui-même, « au détriment de l'histoire », et qu'en particulier une partie des dossiers des agents et de nombreux rapports de réseaux français ont été sacrifiés. C'est dire la nouveauté de l'ouvrage lorsqu'il parut et l'importance qu'il conserve aujourd'hui.

C'est grâce à lui qu'ont été connus des épisodes qui ont défrayé la chronique, voire alimenté des films; c'est par lui qu'ont été rendus publics l'extravagante affaire du réseau « Carte », qui, dans les semaines précédant le débarquement anglo-américain de novembre 1942 en Afrique du Nord, donna à croire au Comité des chefs d'état-major britanniques qu'il pouvait compter sur un soulèvement de l'armée de l'armistice en

faveur des Alliés, ou le drame du chef de réseau bordelais Grandclément, dont le retournement allait handicaper lourdement la Résistance dans le Sud-Ouest. C'est grâce à lui qu'ont été propulsés en pleine lumière une série de personnages extraordinaires de la Résistance, figures superbes comme le chef du réseau de sabotage « Farmer », Trotobas, qui fut abattu les armes à la main et dont plusieurs monuments perpétuent la mémoire dans le Nord-Pas-de-Calais, figures touchantes comme la jeune et belle princesse Noor Inayat Khan, venue secourir en qualité d'opératrice radio le réseau « Prosper » en perdition et qu'un délateur vendit à la *Gestapo* pour cent mille francs, figures complexes comme les agents doubles ou triples Déricourt ou Mathilde Carré, dite « La Chatte », héroïne sans scrupules de plusieurs feuilletons. C'est, de même, grâce à *SOE in France* qu'a été connu le récit du sabotage le plus important de 1942, la destruction de la grande antenne de « Radio Paris » opérée par les Français Libres Clastère et Bodhaine et qui ne figure pas dans les archives de la France Libre.

Les péripéties et épisodes les plus croustillants que relatait *SOE in France* ont alimenté l'*Histoire de la Résistance en France* publiée de 1967 à 1981 par Henri Noguères, mais, tout compte fait, l'ouvrage a été assez peu pillé. Il a été surtout cité jusqu'à ces toutes dernières années par une floraison d'écrits mettant en cause le SOE à propos d'un épisode effectivement dramatique, la chute de « Prosper », un de ses plus importants réseaux. L'état-major anglo-américain avait laissé entendre à la fin du printemps de 1943 et Churchill lui-même avait annoncé qu'un débarquement allié aurait lieu en Europe « avant la chute des feuilles ». Une équipe de désinformation peu expérimentée fut chargée de faire croire que ce débarquement aurait lieu dans le Pas-de-Calais. L'objectif était d'y retenir au moins une des divisions allemandes d'occupation alors que les Alliés se préparaient à débarquer en Sicile et en Italie. Le SOE avait été pressé de participer à ce plan, dit « plan Starkey ». Des agents clandestins parachutés ou déposés en France auraient bénéficié de la fausse information. À en croire une suite d'ouvrages qui ont fait florès en France, depuis *Le Secret du Jour J* de Gilles Perrault paru en 1964 et les écrits de l'Américain Anthony Cave Brown, expert en interprétations conspiratives de l'histoire, qui furent suivis de plusieurs autres jusqu'à ces toutes dernières années, le SOE aurait poussé la feinte jusqu'à livrer délibérément à la *Gestapo* les chefs anglais de « Prosper » dans l'espoir que les aveux qu'on leur arracherait persuaderaient les Allemands d'une menace imminente sur le Pas-de-Calais. Plusieurs centaines de membres français de « Prosper » auraient été sacrifiés du même coup. Nombreux, parmi les survivants, ont cru à cette manœuvre, bien digne de la perfide Albion. Michael Foot balaie à juste titre ce jeu de fausses précisions et d'extrapolations hasardeuses.

La réalité de l'histoire clandestine suffira à

nourrir le lecteur de ce livre d'épisodes à suspense : aventures héroïques, drames, sacrifices, trahisons, doubles jeux, malentendus, parties mortelles de poker menteur entre le SOE et les services de sécurité allemands. Mais ce qui fait l'importance de l'ouvrage, lu avec le recul du temps, n'est pas là.

La surprise première, pour des Français, sera de découvrir l'étendue de l'action menée directement en France par les Britanniques. Une cinquantaine de réseaux relevant de la section F ont été homologués après la Libération par les autorités françaises, mais leur nombre réel a été sensiblement supérieur. Leur durée d'existence a été très variable, de quelques jours à – généralement – quelques mois, et exceptionnellement à trois ans. La direction du SOE s'est appliquée à couvrir de ces réseaux l'ensemble de notre territoire, s'acharnant à en créer aussitôt de nouveaux là où certains succombaient. Michael Foot présente systématiquement leur activité, année après année, au point que leur foisonnement semblera parfois déroutant. Il s'est borné, par contre, ce qui choquera certains, à ne donner qu'une vue d'ensemble de l'activité – beaucoup mieux connue par ailleurs – de la section RF, des missions de la France Libre transitant par elle, ainsi que du rôle de Jean Moulin, auquel il rend pleinement hommage. Ses révélations sur les réseaux anglais étonneront, comme étonnera le nombre des volontaires prêts à assumer des missions durables en France sous le contrôle exclusif du SOE : Français entraînés là plus ou moins par hasard, ou qui avaient choisi de ne pas servir de Gaulle, ou encore qui avaient jugé plus efficace de se raccorder à un service britannique, fils ou filles de couples franco-anglais animés d'une forme de double patriotisme. Québécois et Mauriciens, mais aussi purs Britanniques dont la maîtrise du français était quelquefois incertaine.

Parmi les agents de terrain qui peuplent ce livre, risque-tout, hautes consciences ou malfrats, la première place revient aux chefs de réseaux relevant de la section F et à ceux que les Britanniques qualifiaient d'« organisateurs ». Fréquemment assistés d'un ou deux auxiliaires issus également du SOE – un opérateur radio et souvent un « messenger » ou une « messagère » faisant fonction d'agent de liaison –, les organisateurs avaient mission de recruter et de former dans la population française des équipes de saboteurs et de fomenter des sabotages, puis, à mesure qu'approcha le jour du débarquement, d'armer les maquis, de les soutenir et parfois d'orienter leurs interventions. Lors de la crise de commandement qui suivit l'arrestation du général Delestraint et de Jean Moulin, durant l'été et l'automne de 1943, le SOE pesa de tout son poids en faveur d'une décentralisation rigoureuse de l'organisation militaire clandestine édiflée sous l'égide de la France Libre; ses chefs prirent parti dans le conflit qui opposa les délégués clandestins du général de Gaulle, Brossolette d'un côté, Serreilles et Bingen de l'autre, et il est plus que probable qu'ils envisagèrent d'assumer, grâce à leurs propres « organisateurs », la direction effective de

l'action militaire en France. Ce ne fut pas le cas, on le sait, du fait de la vigoureuse réorganisation des structures de commandement opérée entre juin 1943 et juin 1944 par le BCRA et par les missionnaires de la France Libre, en liaison avec les formations résistantes autochtones.

C'est pourtant ce qui semble ressortir de ce livre, notamment dans le chapitre consacré aux combats de la libération. Non que l'auteur sous-estime le formidable élan populaire qui eut alors lieu : il magnifie, au contraire, la contribution des résistants français. Mais ceux-ci apparaissent comme ayant été non seulement secondés, mais pilotés dans plusieurs régions de France par les hommes du SOE.

Plus d'un lecteur français butera sur cette interprétation. Elle est si différente de ce qu'il a appris et surtout de ce qui a été mis en valeur par les recherches historiques de terrain qu'il pourra s'en offusquer. Qui n'est pas familier avec l'histoire régionale de la Résistance sera stupéfait de lire que le réseau «Wheelwright» a contribué de façon décisive à la libération de Toulouse en août 1944, que le réseau «Marksman» a présidé aux opérations de libération de l'Ain et que le réseau «Jockey» a ouvert la route des Alpes aux forces alliées débarquées en Provence. Des noms aussi familiers que ceux des responsables français des FFI toulousains, Ravel ou Vernant, celui d'un chef aussi prestigieux que Romans-Petit, le commandant des maquis de l'Armée secrète dans l'Ain, s'ils figurent bien dans la présente version, n'étaient pas mentionnés dans les éditions anglaises ; en revanche, sont projetés dans l'histoire de notre Résistance trois «organiseurs» britanniques exceptionnels, sans qui les événements n'auraient pas eu la même tonalité triomphante, George Starr (Hilaire) dans la région Toulouse-Pyrénées, Heslop (Xavier) dans l'Ain et Cammaerts (Roger) dans le Sud-Est.

Il n'est que trop vrai que pendant une longue période de l'après-guerre, le rôle et jusqu'aux noms de ces «organiseurs» ont été injustement gommés de notre mémoire (quand ils n'ont pas, comme Starr, été suspectés de noirs desseins). Malgré l'ostracisme du général de Gaulle, ils y ont leur place. Elle ne doit être ni surestimée ni sous-estimée. Foot la surestime parfois, sur la base de rapports envoyés de France par des agents enclins, comme tant de résistants, à gonfler leur action. C'est typiquement le cas en ce qui concerne les assauts livrés en juin 1944 par les résistants à la division blindée SS *Das Reich*<sup>(1)</sup> et les pertes infligées par eux aux forces allemandes. Cette place, le tout récent *Dictionnaire historique de la Résistance* la leur rend. Personnages hors du commun et plus efficaces que certains délégués militaires de la France Libre, ils ont eu un quadruple mérite : d'avoir maintenu ou rétabli dans les moments les plus cruciaux les liaisons par radio avec Londres, d'avoir œuvré, du moins dans l'Ain, pour faire coopérer, sans distinction d'appartenance politique, des maquis parfois violemment antagonistes, de s'être opposés tant qu'ils l'ont pu à la tactique dite des réduits, enfin et surtout d'avoir suscité

dans leur région des parachutages abondants – la charge, en moins d'un an, de quelque cent cinquante bombardiers dans le cas du seul George Starr, *recordman* en la matière, qui permit d'armer des dizaines de maquis depuis la Gironde et le Lot jusqu'aux Pyrénées.

Mais le renversement de perspective qu'apporte Foot dépasse la seule valorisation des mérites d'une poignée d'«organiseurs». Deux pages d'illustrations des éditions anglaises en témoignent symboliquement. Elles reproduisent les portraits de huit Français Libres qui ont été des héros du combat clandestin. Parmi eux, Morand, premier missionnaire politique de De Gaulle dès 1941, et Fourcaud, qui fut une éminence du BCRA. Tous ont inévitablement transité par la section RF. Les légendes des deux pages les

résistantes de France, y compris de celles qui se réclamaient de la France Libre. Mais si vifs qu'aient été les heurts qui jalonnent ce récit jusqu'en ces heures cruciales du débarquement, l'issue confirma que Français et Britanniques sont parfois capables de coopérer.

Ainsi le livre auquel les lecteurs français ont désormais accès n'est pas seulement remarquable par la richesse de son apport et par une clarté de vision et d'écriture qui maîtrise le foisonnement des faits. Il est de ces rares ouvrages qui incitent au débat. En l'occurrence, le débat n'est pas nouveau, il remonte loin, presque à l'origine du SOE et de la France Libre. Il serait bon qu'après soixante ans, les Français en reconsidèrent plus équitablement les termes.

*Si, dans l'esprit des Français, deux ensembles d'acteurs ont animé la Résistance, la France Libre et ses envoyés d'une part, des formations de patriotes de l'intérieur [...] de l'autre, il faut en réalité en ajouter un troisième : le SOE et ses agents.*

présentent comme des «agents de la section RF». Le lecteur doit comprendre que Michael Foot n'a fait que se modeler sur la conception de la relation franco-britannique qui était celle du SOE et en reproduire le vocabulaire.

Pour le SOE, tous les agents du BCRA, y compris les délégués personnels du général de Gaulle, étaient assimilés à des «agents de la section RF» du seul fait qu'ils avaient bénéficié du concours de celle-ci. Et, de même, les formations clandestines ravitaillées grâce à George Starr, Heslop et Cammaerts, ou seulement en relation avec eux, si autonomes que fussent leurs initiatives et quelle que fût leur orientation politique, ont été considérées, au siège du SOE, comme faisant partie intégrante des réseaux «Wheelwright», «Marksman» et «Jockey».

En présence d'une conception aussi extensive, qui ne sous-estime pourtant pas l'immense contribution des services secrets français libres, on touche ici au plus profond de ce qui dressa en plus d'une occasion de Gaulle contre le SOE et le gouvernement dont il relevait. Le chef de la France Libre n'avait d'ailleurs pas à s'y tromper : il avait été officiellement informé dès juin 1942 que le SOE était l'autorité chargée de coordonner les activités des différents «gouvernements» dans le domaine de l'action clandestine. Et c'est bien à ce titre que le SOE demanda et obtint le 3 juin 1944 du général Eisenhower que la BBC lance dans la nuit du débarquement des messages d'action immédiate à l'adresse de toutes les formations

Une thèse sous-tend l'ouvrage de Michael Foot, il l'y énonce sans ambages : si, dans l'esprit des Français, deux ensembles d'acteurs ont animé la Résistance, la France Libre et ses envoyés d'une part, des formations de patriotes de l'intérieur souvent encadrées ou influencées par les communistes de l'autre, il faut en réalité en ajouter un troisième : le SOE et ses agents.

Pourra-t-on encore, après avoir lu ce livre, soutenir le contraire? ●

*Jean-Louis Crémieux-Brilbac*

(1) Il a fallu attendre le tournant du nouveau siècle et la confrontation des archives pour que soit éclairée la complexité des libérations régionales, pour que soit démêlé dans chaque cas l'écheveau des liens entre les différents acteurs et que soit précisé le rôle de chacun. Michael Foot n'a connu, et très tardivement, qu'une partie de ces études. Des notes de bas de page replacent dans le contexte aujourd'hui connu certains des hauts faits qu'il a évoqués à la seule lumière des télégrammes et des témoignages enregistrés à l'époque à Londres. Par ailleurs et pour les mêmes raisons, le texte lui-même présente quelques différences ponctuelles avec l'édition anglaise de 2004 dont il est la traduction, essentiellement dans les chapitres XI et XII. Il va sans dire que ces modifications ont toutes été introduites et rédigées par l'auteur ou en accord avec l'auteur.

# LES HOMMES QUI ONT FAIT LA CNCVR

Dans cette rubrique de notre revue nous avons le souci de présenter les portraits de personnalités qui ont marqué l'histoire de la CNCVR et ainsi leur rendre hommage.



## MAURICE LETEUIL, UN HOMME DE CŒUR AU SERVICE DE SES CAMARADES DE LA CNCVR

Né le 28 novembre 1917 à Saint-Pellerin (Eure-et-Loir), dans une famille cheminote, Maurice Leteuil s'engage dans l'armée le 25 juin 1936, au 1<sup>er</sup> Régiment de Dragons, à Pontoise. Démobilisé, il rejoint le Maine-et-Loire. Il travaille dans un garage à Saint-Philbert-du-Peuple et bientôt intègre un groupe de résistants à Neuillé.

Avec son épouse Lauriane et des amis, ils décident de s'engager dans l'aide aux clandestins cherchant à échapper aux recherches des autorités allemandes. Maurice leur trouve des planques et prépare leurs déplacements tandis que Lauriane avec d'autres résistants fournit les faux-papiers nécessaires et pourvoit au ravitaillement des maquisards.

Le 18 janvier 1944, Maurice et Lauriane sont arrêtés par la *Gestapo* et emprisonnés au Pré-pigeon à Angers. Leurs deux enfants en bas âge restés seuls dans la maison sont rapidement recueillis par M<sup>me</sup> Beaulieu, leur grand-mère maternelle.

La *Gestapo* veut savoir à quel groupe appartient Maurice Leteuil, quels sont ses chefs, s'il possède d'autres armes que le revolver retrouvé dans la sacoche de son tandem. Pendant deux jours et deux nuits, il subit interrogatoires et violences dans les caves de la *Gestapo*, rue de la préfecture à Angers, mais ne livre rien.

Maurice Leteuil est alors interné au camp de Royallieux à Compiègne d'où il part par le convoi de déportation du 12 mai 1944. Arrivé au camp de concentration de Buchenwald le 14 mai, il devient désormais le matricule n° 51775. D'abord affecté au *Kommando* de

travail de Wieda, il est envoyé ensuite au camp de Dora. Début avril, il est évacué vers le camp de Bergen-Belsen;

Libéré le 11 avril 1945 par les Alliés, Maurice Leteuil est rapatrié le 24 avril, dans un état épouvantable. Il arrive à Angers, accueilli par ses enfants; mais, sans son épouse Lauriane qui arrive quelques jours plus tard après avoir connu l'enfer des camps de Ravensbrück et de Flossenbürg. Très entouré par sa famille, Maurice Leteuil se rétablit peu à peu.

Maurice Leteuil poursuit alors une carrière d'officier qui l'amène notamment à combattre en Indochine de 1952 à 1954. Il termine sa carrière avec le grade de colonel.

À la retraite, avec discrétion et efficacité, il se met au service de ses camarades résistants et déportés en les aidant, tant pour faire valoir leurs droits qu'au niveau personnel, leur prodiguant conseils et encouragements.

À la demande du général Jean Ginas, président-fondateur de la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (CNCVR), il crée, en 1976, l'Union Départementale, des CVR de l'Essonne.

Profondément attaché aux valeurs de la Résistance, convaincu de l'importance du devoir de mémoire, Maurice Leteuil participe activement à l'organisation du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Alors qu'il est membre du Conseil national de la CNCVR, avec Henri Bailly, il crée à Paris les conditions d'accueil des lauréats nationaux et de leurs professeurs. Ainsi, pendant de nombreuses années, avec

plusieurs camarades, dont MM France Boudault, Jacques Henriet, Yves Leleux, Jean Mahieu-Villars et Albert Sernissi, il organise, avec talent, la réception offerte par la CNCVR et les associations de résistants et de déportés au Cercle national des Armées à Paris. Il n'hésite pas non plus à donner de sa personne au sein du jury départemental de ce concours dans l'Essonne.

Commandeur de la Légion d'honneur, titulaire, entre autres, de la Croix de guerre 1939-1945, de la Croix du Combattant volontaire de la Résistance et de la Médaille de la Déportation pour faits de Résistance, Maurice Leteuil nous a quittés le 26 février 2007, à l'âge de 90 ans.

Le 1<sup>er</sup> mars 2007, à l'occasion de ses obsèques civiles au cimetière de Saint-Martin-de-la-Place (Maine-et-Loire), où sa mémoire fut saluée par les autorités, Jean Rousseau, dernier président de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance rendait hommage à Maurice Leteuil en ces termes: «*Nous garderons de toi l'image d'un homme, d'un ami discret, modeste, joyeux, soucieux des autres, courageux et efficace, fidèle à ses principes de Liberté et des Droits de l'Homme et respectueux de ceux des autres.*».

Frantz Malassis



Maurice Leteuil (au premier rang, 4<sup>e</sup> en partant de la gauche) au congrès de la CNCVR. © Coll. Centre historique des Archives nationales.



Organisateur hors pair, Maurice Leteuil (debout à droite de la photo) mettait toute son énergie pour que les cérémonies de remise des prix aux lauréats du Concours National de la Résistance et de la Déportation soient une réussite. © Coll. Centre historique des Archives nationales.

# DEUX RENCONTRES EXCEPTIONNELLES À ALENÇON AVEC L'UDCUR DE L'ORNE

Depuis plusieurs années M<sup>me</sup> Françoise Comte, présidente de l'Union Départementale des Combattants Volontaires de la Résistance de l'Orne en coopération avec M. Christophe Bayard, professeur d'histoire-géographie au collège Louise Michel à Alençon, organise des réunions entre des élèves et des résistants et déportés bas normands. Nous avons choisi de leur laisser la parole pour qu'ils puissent vous présenter deux de leurs récentes démarches pédagogiques.

## UNE JOURNÉE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION DANS L'ORNE LE 7 DÉCEMBRE 2006

Cette journée, initiée par M. Christophe Bayard, professeur d'histoire-géographie au collège Louise Michel à Alençon, a rassemblé non seulement les élèves de troisième de cet établissement, mais aussi des élèves d'autres collèges du département et notamment quatre classes de troisième des collèges d'Écouché et d'Argentan. Au total 200 élèves ont ainsi été accueillis dans les locaux prestigieux du Conseil Général de l'Orne.

Cette rencontre a été animée par une dizaine de personnalités du monde de la Résistance et de la Déportation qui ont chacun apporté leur témoignage.

La matinée est construite suivant une démarche pédagogique, de façon à ce que les élèves comprennent « l'esprit de la Résistance » et qu'ils comprennent également que : Français libres et résistants de l'intérieur étaient

du même combat pour libérer la France du joug nazi.

L'après midi a été consacré à la présentation du Concours national de la Résistance et de la Déportation par des déportés.

Puis M. Duprez, directeur départemental de l'ONAC, a présenté, et commenté le déroulement et la symbolique d'une cérémonie patriotique.

Enfin, un des fils du maréchal Leclerc a conclu cette journée en présentant la personnalité de son père qui, rappelons-le, avec sa 2<sup>e</sup> DB, a libéré Alençon le 12 août 1944.

Cette cérémonie a été clôturée par une remarquable interprétation du *Chant des partisans* par une vingtaine d'élèves du collège Louise Michel et leur professeur de musique M<sup>me</sup> Lesimple.

*Françoise Comte  
Présidente de l'UDCVR de l'Orne.*



Quelques animateurs de la journée qui a réuni plus de 200 élèves au Conseil général de l'Orne



Photos UDCVR Orne

## LE 31 MAI 2007, PIERRE SUDREAU DONNE UNE CONFÉRENCE À ALENÇON

Nous sommes, depuis plusieurs années à Alençon, particulièrement investis dans la transmission des valeurs en organisant notamment des « Journées de la Résistance ». De nombreux résistants et déportés, devenus des amis, reviennent régulièrement. Aussi tenions-nous particulièrement à recevoir Pierre Sudreau dont la visite en 2004 nous avait déjà laissé un très grand souvenir.

Le 31 mai dernier, nous avons eu l'honneur de recevoir MM Pierre Sudreau et Victor Convert, respectivement président et directeur général de la Fondation de la Résistance.

Dans la salle se trouvaient les élèves de troisième du collège Louise Michel d'Alençon ainsi que les lauréats départementaux du Concours scolaire de la Résistance et de la Déportation<sup>(1)</sup>. Étaient également présents M<sup>me</sup> Françoise Comte, présidente de l'Union Départementale des Combattants Volontaires de la Résistance de l'Orne ainsi que M. Serge Borochovitch, Français libre de 1940 et grand fidèle de nos journées spéciales.

Pierre Sudreau a tenu à évoquer l'histoire et en même temps poser les vrais problèmes de l'avenir. Sur notre demande, il a tout d'abord parlé de son amitié avec Saint-Exupéry avant la guerre en nous confiant que l'influence de cet homme extraordinaire avait marqué toute sa vie.

Pierre Sudreau a ensuite voulu donner quelques « flashs » sur ce qu'a été la Résistance : son



M. Pierre Sudreau a livré un témoignage captivant. À ses côtés, M. Serge Borochovitch, ancien soldat de Leclerc dans les Forces Françaises Libres.

© Photo Christophe Bayard

arrestation, le voyage vers Buchenwald et un certain nombre de réflexions concernant notamment un fait historique peu connu, la volonté de créer dès 1941 un système d'unification et de rassemblement de la Résistance, ce qui a donné naissance au CNR en mai 1943.

Illustrés de documents projetés sur écran, nous avons parcouru quelques grands moments de la vie de Pierre Sudreau, aux côtés du général de Gaulle dans le gouvernement de 1958 puis dans le cadre de fonctions exercées depuis. Les nombreux souvenirs, anecdotes et confidences concernant la construction, le train à grande vitesse ou sa passion pour la Chine ont totalement captivé l'auditoire.

Le préfet Victor Convert a ensuite exposé les missions de la Fondation de la Résistance et présenté certaines de ses réalisations comme le *Dictionnaire historique de la Résistance*. Une plaquette a été distribuée à chaque élève.

Pour terminer cette séquence pédagogique, la chorale du collège Louise Michel a interprété *Le Chant des Partisans* puis chaque établissement présent s'est vu offrir des livres dont celui de Pierre Sudreau *Au-delà de toutes les frontières*; l'occasion de prolonger une rencontre avec un homme au destin extraordinaire que nous remercions infiniment pour ce magnifique cadeau. ●

*Christophe Bayard  
Professeur d'histoire géographie*

(1) Le collège Louise Michel d'Alençon en compte quatorze à lui seul en 2007.

Les informations complémentaires sont disponibles sur le site <http://vivelaresistance.unblog.fr>

# Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

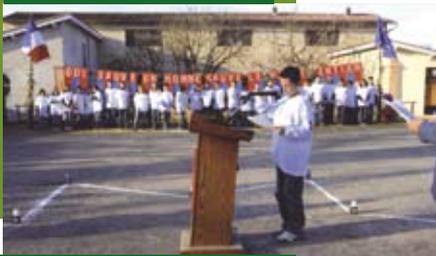
## LES JOURNÉES ORGANISÉES DANS LE TARN-ET-GARONNE SUR LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE AU NAZISME.

Photos Robert Badinier

Le couvent de La Molle, maison mère de la congrégation des sœurs de l'Ange Gardien, fut durant les années sombres de l'Occupation, un lieu où, avec l'aide de médecins montalbanais, les docteurs Roger DENIS et Pierre MANHAVIALE, des Juifs et des Résistants recherchés par la Gestapo ou la Milice purent trouver un refuge et des filières d'évasion pour rejoindre l'Angleterre ou l'Afrique du Nord. L'Abbé Jean DESGRANGES, député du Morbihan, également recherché, demeura dans cette maison d'octobre 1943 à la libération de Montauban.

### Cérémonies du 27 mars 2007

1. Plaque commémorative dévoilée au couvent de La Molle.



2. Une mise en scène émouvante d'élèves sur le thème de la Résistance spirituelle au nazisme.

Sur un projet de mémoire conçu par **Robert Badinier**, délégué départemental de Mémoire et Espoirs de la Résistance et mis en œuvre avec la délégation diocésaine à la Pastorale de la culture, un hommage a été rendu, au cours des journées du 26 au 28 mars 2007 à deux communautés chrétiennes montalbanaises, celle des religieuses de La Molle et celle des jésuites de La Bastiolle. Ce travail de mémoire a été réalisé avec le soutien de la mairie de Montauban et de la Fondation de la Résistance.

Plusieurs temps forts ont marqué ces journées.

Le 26 mars, au centre de La Molle, une conférence sur le thème « Chrétiens en Résistance », donnée par l'abbé **René Gineste**, délégué diocésain à la Pastorale de la culture, a permis d'évoquer la mémoire de l'abbé Jean Desgranges, ecclésiastique, député du Morbihan, qui fut caché à La Molle par M<sup>gr</sup> Théas, évêque de Montauban. Il était poursuivi par la Gestapo pour avoir osé dire du haut de la Chambre des députés qu'Hitler était un *gangster*. Puis l'abbé René Gineste a retracé le parcours d'un autre résistant, le père Gustave Peyralade qui fut, de 1941 à 1947, directeur de la maison des jésuites de La Bastiolle. Cette communauté abrita des juifs, des communistes, des Anglais parachutés, de jeunes réfractaires au Service du Travail Obligatoire. Plusieurs résistants y ont séjourné dont

M<sup>gr</sup> Saliège, M<sup>gr</sup> Bruno de Solages, Michel Debré, Léo Hamon, Jean Cassou, ainsi que le préfet de Moselle, Charles Bourrat.

Le jour suivant, le 27 mars, l'innovation pédagogique était au rendez-vous, avec une mise en scène émouvante. Une banderole portant le titre du premier numéro du journal clandestin *Témoignage Chrétien*: « France, prends garde de perdre ton âme » et une chorégraphie d'une quarantaine d'élèves, rappelaient que ce journal, diffusé clandestinement dès novembre 1941, participa à la Résistance spirituelle au nazisme dans la zone non occupée. C'est un élève Romain Demeslay, descendant du colonel Rémy, fondateur du réseau de renseignement « Confrérie Notre-Dame », qui tout au long de la cérémonie portait le drapeau français. Des lumignons tricolores placés sur une croix de Lorraine et une étoile de David tracées au sol symbolisaient les lueurs d'espoir des années sombres de l'Occupation. *Le Chant des partisans* ponctua cette cérémonie où l'abbé **Bernard de Saint-Julien** a fait la lecture de la lettre pastorale que M<sup>gr</sup> Théas avait lue le 30 août 1942, où il y dénonçait le sort

réserve aux juifs: « des hommes et des femmes sont traités comme un vil troupeau et envoyés vers une destination inconnue avec la perspective des plus grands dangers. Je proclame que tous les hommes, aryens ou non aryens, sont frères [...] que tous les hommes, quelles que soient leur race ou leur religion, ont droit au respect des individus et des États ». La cérémonie prit fin avec le dévoilement de la plaque commémorative, par **Monique Valat**, première adjointe au maire et **Victor Convert**, directeur général de la Fondation de la Résistance et ancien préfet de Tarn-et-Garonne. Le lendemain, le **préfet Victor Convert**, au cours de la conférence, qu'il donna au centre universitaire de Montauban parla des missions dévolues à la Fondation de la Résistance: garantir la pérennité

de la mémoire en favorisant le travail de l'histoire, la rénovation des outils de sauvegarde de la mémoire et la transmission des valeurs de la Résistance, il concluait par ces mots: « L'acte de résister ne se limite pas à une période de l'histoire, c'est une disposition d'esprit ». Pour Robert Badinier, le travail de mémoire « est ancré dans une logique éducative qui lui donne tout son sens [...] ». C'est une incitation à aller toujours plus avant dans le dialogue des cultures et la pratique du lien social pour construire une société plus humaine, c'est-à-dire plus juste, plus libre et plus fraternelle [...]. C'est une exigence permanente qui renvoie à la capacité de chacun à s'humaniser en se libérant de la gangue de l'individualisme et de l'incommunication ».

L'inauguration du giratoire Pierre Bert, jeune jociste, qui n'avait pas vingt ans, résistant et déporté, mort en 1944 au camp de Buchenwald, fut le dernier temps fort de ce projet de mémoire. ●

**Jean Novosseloff**  
Secrétaire général de MER

d'après l'article paru dans *Le Courrier français* du 20 avril 2007

## UN TRAVAIL DE MÉMOIRE « PARTAGÉ » EN CHARENTE-MARITIME

**Anna Gerhardt** est une jeune étudiante allemande qui, dans le cadre de ses études, travaille sur la comparaison du « travail de mémoire » et recherche des témoignages de résistants. Au cours d'un séjour en France dans la communauté Emmaüs de Montauban, elle rencontre **Robert Badinier** délégué de MER, – très attaché au travail de mémoire dans le Tarn-et-Garonne – qui l'oriente pour ses recherches vers **Jacques Jamain**, délégué de MER en Charente-Maritime, dont il connaît le prix très lourd payé par sa famille pendant la Résistance. Ensemble ils s'essayeront à cerner le passé de leur famille et parents respectifs et la perception de chacune de ces familles de ces années-là. Ensemble ils vont s'intéresser au travail de mémoire, pour Jacques Jamain: « Pardonnez, mais ne jamais oublier »; pour Anna « contribuer à maintenir les consciences en éveil... et un avenir fait de paix ».



Réception à l'hôtel de ville de Marennes (Charente Maritime) d'Anna Gerhardt et de Jacques Jamain.

## Calendrier des prochaines manifestations de MER

► **Participation de MER aux cérémonies de la Libération**, notamment à Paris et dans les maquis du Lochois (Indre-et-Loire). La Fondation et MER étaient représentées par François Archambault à l'Hôtel de Ville de Paris et à Dolus-le-Sec (37).

► **Jeudi 27 et vendredi 28 septembre** : À Saint-Marcel (Morbihan), participation de MER aux journées de la Fondation de la Résistance sur ce maquis breton.

► **Samedi 13 et dimanche 14 octobre** : Au Mans (Sarthe), « 25<sup>e</sup> heure du Mans », salon du livre organisé par la municipalité avec la coopération de la délégation départementale de MER dans la Sarthe (M. Jacques Chesnier).

► **Dimanche 14 octobre** : À Saint Maurice de Rochefort et à Saint-Just « Pont de la Bergère » (Charente-Maritime), cérémonies du souvenir avec la participation de la délégation départementale de MER (M. Jacques Jamin).

► **Samedi 27 octobre de 14 heures à 18h30** : À Paris, quatrièmes « rencontres et dédicaces du livre résistant » à la Fondation de la Résistance – 30 boulevard des Invalides – Paris VII<sup>e</sup>.

► **Mardi 30 octobre** : À Montauban (Tarn-et-Garonne), inauguration d'une plaque à la mémoire du résistant célèbre Michel Debré, avec la participation de son fils, le Président Jean-Louis Debré, de M<sup>me</sup> Brigitte Barèges, député-maire de Montauban, et de la délégation départementale de MER (M. Robert Badinier).

► **2<sup>e</sup> quinzaine de novembre** : À Dijon (Côte-d'Or), rencontres autour du film de René Clément *La Bataille du Rail* et du court-métrage *L'Inacceptable* avec la délégation régionale de MER en Bourgogne (M<sup>me</sup> Jeannine Calba).

► **Fin novembre ou fin avril** : À Avrillé-les-Ponceaux (Indre-et-Loire), inauguration d'une stèle en mémoire des résistants et des tziganes déportés organisée par la délégation départementale de MER (M. Vincent Audren).

► **Mardi 18 décembre 2007 de 13h30 à 16h30** : À Paris, dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, présentation du thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation « l'aide aux personnes persécutées et pourchassées en France pendant la Seconde Guerre mondiale : une forme de résistance », avec 4 témoins et 3 historiens, ainsi que les 5 Fondations et les associations concernées.

### Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à

« Mémoire et Espoirs de la Résistance » !  
Cotisation 25 € (incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »), déductible de l'impôt sur le revenu.

- Chèque à libeller à « Mémoire et Espoirs de la Résistance », Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Duplex, 75015 Paris
- Tél./Fax : 01 45 66 92 32
- Courriel : memoresist@m-e-r.org
- site internet : www.memoresist.org



Une large assistance était venue écouter la conférence passionnante de Michèle Cointet.

Photos Marc Finelth

## L'HISTORIENNE MICHÈLE COINETET DONNE UNE CONFÉRENCE À L'AG DE MER SUR MARIE-MADELEINE FOURCADE

Cette année, en clôture de son Assemblée Générale, MER avait invité le lundi 25 juin l'historienne **Michèle Cointet**, à venir parler d'une femme entrée au Panthéon des résistants et dont elle vient d'écrire aux éditions Perrin la biographie: *Marie Madeleine Fourcade, un chef de la Résistance*.

La biographe, de « cette grande dame de la Résistance », suivant le mot du colonel Christian Méric, son fils, a évoqué son parcours exceptionnel et l'action de tous ceux et de toutes celles qui ont écrit ainsi une page héroïque de l'histoire de la Résistance.

L'entrée en Résistance de cette ravissante jeune femme, éprise de liberté, non conformiste, mère de famille et issue de milieux plutôt à droite, est particulièrement précoce. Révoltée et troublée par l'exode, elle éprouve suivant ses propres paroles, « une véritable vocation à la vue de l'armée en retraite et sent monter en elle la notion de renversement des rôles [...] Si des officiers n'ont pas fait exactement le travail que l'on attendait d'eux, c'est aux civils de reprendre le flambeau ». Ulcérée d'entendre, dans les cafés de Dax, où elle apprend l'Armistice, des hommes « boire à la santé du vainqueur de Verdun », elle entend rester fidèle à un patriotisme exigeant. C'est à partir de la nouvelle capitale de l'État français, à l'ombre de la très vichyste Légion des combattants que « va se construire quelque chose de costaud » suivant l'expression du commandant Georges Loustanaulacau, officier de la droite résistante, qu'elle avait connu pendant l'entre-deux-guerres. En tant que « chef d'État-major qui a une mémoire d'éléphant, une prudence de serpent, un instinct de fouine, une persévérance de faucon : une véritable arche de Noé à elle toute seule » elle prendra toute sa part dans la création du réseau « Alliance » avant de le diriger à partir de l'été de 1941. Ce réseau de renseignement français sera l'un des plus importants, (plus de 3000 membres), l'un des plus féminisés et dépendant directement de l'*Intelligence Service*. Il rassemblait de nombreux militaires d'écus

du pétainisme, des fonctionnaires, des cadres du privé, des professions libérales, des chefs d'entreprises et de nombreux femmes et hommes issus de milieux plus populaires.

Les résultats de ce grand réseau de renseignement furent exceptionnels, en fournissant aux Anglais des informations sur les premiers essais d'armes secrètes allemandes, les V1 et les V2 et plus tard leurs emplacements, les plans de bataille des sous-marins allemands en chasse des bateaux anglais dans l'Atlantique, des cartes des défenses côtières de la Manche, etc.

Le 18 juillet 1943, POZ 55, – nom de code de Marie-Madeleine Fourcade –, épuisée s'envole avec regret vers l'Angleterre où elle assistera impuissante à la destruction d'« Alliance », la trahison et la répression faisant leur œuvre. Au début de 1944, il ne reste plus que 80 agents actifs.

Après la victoire cette femme patriote, intelligente, « au cran à toute épreuve », va continuer à s'investir dans le travail de mémoire de la Résistance et à servir au plan social toutes celles et ceux de ses compagnons survivants qui sont dans le besoin.

Dans sa conclusion, **Michèle Cointet** nous a rappelé, suivant les mots de Lucie Aubrac, que la Résistance, dont « Alliance », a témoigné de l'extraordinaire vitalité de la société française et que Marie-Madeleine Fourcade est à placer dans la lignée des résistants de droite de la première heure dont « la précocité est remarquable, quand, pour certains, devenir résistant après novembre 1942 est de l'intelligence politique et l'être dans l'été 44, de l'opportunisme ». ●

Jean Novosseloff

Le texte intégral de la communication de l'historienne Michèle Cointet peut être consulté sur le site de MER : [www.memoresist.org](http://www.memoresist.org)

# Association pour des Études sur la Résistance

## UN NOUVEAU PROJET TRÈS AMBITIEUX POUR L'AERI: LE MUSÉE NATIONAL DE LA RÉSISTANCE EN LIGNE

Depuis plusieurs mois l'AERI travaille, en collaboration avec le Musée de la Résistance nationale (MRN), à la réalisation d'un musée national de la Résistance en ligne. Son premier conseil scientifique élargi, présidé par Michèle Badaire (présidente de l'AERI), a eu lieu ce 28 juin 2007 dans les locaux de la Fondation de la Résistance.

Étaient présents : la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (ministère de la Défense), l'ONAC, la Fondation de la Résistance, la Fondation de la France Libre, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, les Archives nationales, l'INA, l'ECPAD, la BDIC, le Musée de l'Ordre de la Libération, le Musée de la Résistance nationale (MRN), l'Association des professeurs d'Histoire-Géographie (APHG), l'Institut d'Études Politiques de Grenoble et projet «Mémoire des Alpes», l'Union des Blessés de la Face et de la Tête, le Comité d'Action de la Résistance (CAR), la société Carré Multimédia (prestataire informatique), Jacques Delarue et des membres de l'AERI. Étaient excusés : le ministère de la Culture (Direction des Musées de France), la DRAC Ile-de-France, la Fondation Charles de Gaulle, le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation (Lyon), le Musée de l'Armée, la préfecture de Police (service des archives), Laurent Douzou, Rolande Trempé.

Lors de cette rencontre, l'équipe de travail AERI-MRN a d'abord présenté le projet.

### Des objectifs multiples

- ▶ Rendre accessible immédiatement et en permanence une collection vaste et cohérente sur l'histoire de la Résistance;
- ▶ S'affranchir des contraintes de conservation du patrimoine afin de rendre la présentation des documents plus dynamique et plus interactive, sans renoncer à la rigueur historique et muséographique; en outre, l'absence de contraintes physiques permet l'enrichissement perpétuel de la collection, au travers d'approches variées;
- ▶ Contribuer à mettre à la disposition et à la portée de tous les publics les acquis de la recherche sur l'histoire de la Résistance;
- ▶ Aider à la valorisation de toutes collections publiques et privées sur l'histoire de la Résistance, existantes ou à créer; assurer leur complémentarité, leur mise en cohérence et leur interaction, notamment au travers des déclinaisons nationale, régionale ou départementale de ses expositions permanentes ou temporaires;
- ▶ Mettre à la disposition du monde de l'Éducation des outils et des pédagogies adaptés aux différents publics, notamment dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation; au-delà des savoirs et des savoir-faire, il s'agit de

rappeler et de diffuser les valeurs issues des combats de la Résistance et de l'expérience de la Déportation.

### Un calendrier opérationnel déjà en marche

Actuellement, l'AERI porte juridiquement le musée de la Résistance en ligne. Avec le MRN, elle anime le projet (travail de préfiguration, mise en place du site, création de partenariats, gestion et animation en phase fonctionnement...). Les deux personnes qui sont chargées plus particulièrement d'animer ce projet sont Laure Bougon (chargée de projet AERI) et Éric Brossard (professeur relais MRN).

Au niveau des musées de la Résistance en ligne dans les régions, des équipes locales travaillent en partenariat avec la structure nationale (AERI-MRN). Pour l'instant, deux projets ont démarré: les régions Provence-Alpes-Côtes d'Azur et Ile-de-France.

Compte tenu de l'ambition de l'ensemble du projet, il a été décidé de procéder par étapes, avec en premier lieu la réalisation dès l'été 2007 d'une version de préfiguration. Cette version permettra de disposer d'un site témoin comportant les principales fonctionnalités du site définitif la page d'accueil du musée, un espace d'exposition, la médiathèque, un atelier pédagogique consacré au Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD)... Une telle version pourra ainsi être réalisée et mise en ligne dans des délais rapides (avant la fin 2007). Elle permettra également de présenter un ensemble historique, culturel et pédagogique complet auprès des différentes institutions, des partenaires et des publics concernés.

Cette première étape aura le mérite de mettre en place les fondations, le retour d'expériences permettant la réalisation optimale du site d'ensemble, tant pour sa version nationale que pour ses versions régionales.

### Un musée en ligne très complet

Comme dans un musée réel, le musée national de la Résistance en ligne proposera une **exposition permanente** où sera présentée la Résistance dans sa diversité à partir des traces qu'elle a laissées pendant et depuis les années 1940-1945. Elle s'organisera autour de trois axes: la Résistance extérieure, la Résistance en France et la Résistance en régions; des **expositions temporaires** complémentaires de

l'exposition permanente; un **centre de documentation** pour rendre accessibles directement les documents présentés dans les expositions et les réserves, proposer un recensement le plus complet possible des sources disponibles, inciter à la recherche et aux donations pour nourrir la recherche, etc.

Mais le musée national de la Résistance en ligne proposera aussi un **espace pédagogique** permettant aux enseignants et aux élèves d'aborder plus aisément l'histoire de la Résistance en accompagnant leurs recherches; des **ateliers de création** pour inciter les internautes à s'approprier les informations mises à leur disposition par le musée en ligne, les sélectionner et les mettre en forme selon leurs propres critères; une **salle de cinéma** pour découvrir la place du cinéma dans les années 1940-1945 et développer le regard critique sur ces images; un **espace débat**; une rubrique **agenda** pour valoriser les manifestations en France et à l'étranger (expositions, spectacles, conférences, colloques...) et les parutions récentes autour de la Résistance et de la Déportation; une **boutique en ligne** afin de proposer à la vente une sélection de produits sur la Résistance...

Dans les espaces d'expositions, l'idée est de donner la priorité au document. Le plan adopté pour ces espaces devra être chrono-thématique, permettant de suivre l'évolution du conflit et de la situation générale de la France, tout en étant construit en fonction de la situation particulière de la Résistance en France.

Le travail d'analyse des images doit être soigné. Cela évite l'écueil de la photo illustrative. Il s'agit d'opérer un décryptage des images de propagande comme des reportages de presse, écrits ou filmés.

L'idée est qu'à la fin de la visite de l'exposition permanente, le visiteur ait une connaissance générale sur le sujet.

Dans la seconde partie de la réunion, les participants ont pu échanger sur un certain nombre de points:

- ▶ **la définition même du musée en ligne**: site fédérateur ou site portail qui vient compléter et mettre en relation ce qui existe déjà sur Internet et dans les lieux physiques (musées, centres d'archives...)...
- ▶ **l'arborescence et la navigation dans le musée en ligne**: liens internes et externes, circuits de visite, accès réservés...

# nce Intérieure (AERI)

- ▶ **les rubriques propres au musée:** rôle des expositions temporaires par rapport à l'exposition permanente (ouverture vers l'extérieur notamment aux partenaires, diversité et originalité des sujets traités...), place centrale de la médiathèque, traitement des ateliers pédagogiques avec notamment le Concours national de la Résistance et de la Déportation (mise à disposition de nouveaux outils en complément de ce qui existe déjà chez les autres partenaires)...;
- ▶ **les choix éditoriaux, en particulier sur les espaces d'expositions permanentes:** sélection et quantité des documents exposés (le visiteur, à la fin de sa visite, doit avoir une idée assez juste de ce qu'a été la Résistance), mise en scène des archives, pénurie possible d'archives sur des sujets incontournables...;
- ▶ **l'arborescence thématique réservée aux espaces d'exposition consacrés à la Résistance intérieure:** place de la Déportation, entrée chronologique, éléments contextuels;
- ▶ **les modalités de validation** avec la mise en place dès la fin 2007 de groupe de

travail sur des sujets précis (validation des arborescences thématiques, choix des documents exposés, réflexion sur les expositions temporaires...);

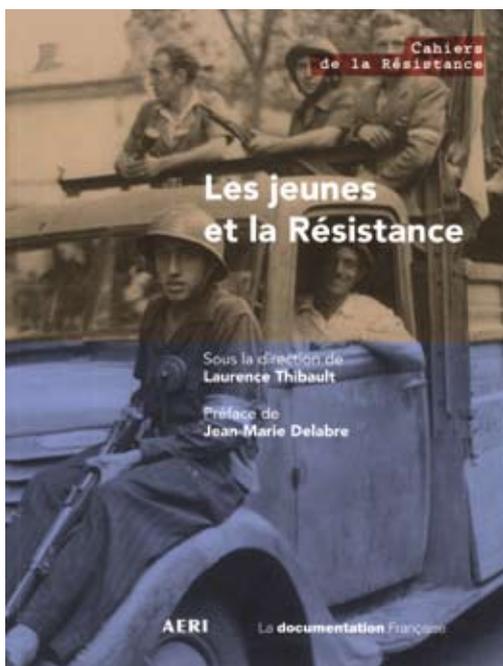
- ▶ **les problèmes des droits et des coûts d'exploitation;**
- ▶ **les formes de partenariats possibles avec les détenteurs d'archives** (publics et privés);
- ▶ **l'organisation fonctionnelle du futur musée** (délais de réalisation, rôle de chacun...).

En fin de réunion, il a été décidé que chaque participant réfléchirait aux différentes entrées des futurs espaces d'expositions consacrés à la Résistance extérieure et la Résistance intérieure en France. Un groupe de travail devra se réunir à l'automne sur ce sujet.

Parallèlement à cette réunion nationale, le conseil scientifique du musée en ligne sur la Résistance en Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est réuni pour la première fois à Aix-en-Provence début juin en présence notamment de Jean-Marie Guillon, Robert Mencherini et Jean-Louis Panicacci, spécialistes de la période pour cette région. Une seconde réunion est prévue courant septembre.

## LES JEUNES ET LA RÉSISTANCE

Dans la collection des « Cahiers de la Résistance », édités par l'AERI et la Documentation française, après *Les Femmes et la Résistance* en 2006, vient de paraître *Les Jeunes et la Résistance*. Cet ouvrage de témoignages et de portraits est l'occasion de mettre en lumière l'histoire de tous ces jeunes qui participèrent à la Résistance.



La jeunesse s'est retrouvée, involontairement, comme le reste de la population française, plongée dans la situation dramatique d'un pays vaincu, occupé aux trois quarts après l'armistice de juin 1940, puis entièrement dès novembre 1942. « Il fallait une grande détermination pour décider de continuer la lutte dans une situation aussi désespérée. Certains choisirent de le faire. Pour la plupart, ils étaient civils, ils n'avaient ni armes, ni argent, ni moyens de transmission. Animés par un immense esprit civique, ils entreprirent la lutte », explique Serge Ravel, compagnon de la Libération, 20 ans en 1940.

Dans cette guerre, de jeunes Français et Françaises, que rien n'avait préparés à se battre, et que ne contraignent aucune mobilisation, aucune obligation, se jettent dans le combat pour la survie, la libération et l'honneur de leur pays, pour lequel beaucoup d'entre eux ont sacrifié leur liberté ou leur existence.

Les jeunes ont représenté une part importante des effectifs de la Résistance sous toutes ses formes : la Résistance a joué le rôle de creuset où ils sont venus se fondre, quelles que soient leur origine sociale ou leurs idées politiques.

## Actualités de l'AERI

- Le DVD-Rom sur la Résistance dans la **Drôme** et le **Vercors** a été présenté au Conseil général, à Valence, le 3 septembre en présence de nombreux résistants, du préfet, du président du Conseil général de la Drôme, d'élus régionaux et de maires de plusieurs villes du département.
- Prochaines parutions de CD-Roms dans la collection « Histoire en Mémoire – 1939-1945 »: **la Résistance dans le Doubs, le Cher, les Landes et la Charente-Maritime**.
- Dans la collection des « Cahiers de la Résistance », édités par la Documentation Française, l'ouvrage sur les Jeunes a paru en juillet.
- Une réunion avec les partenaires et les participants à l'**action Valeurs** a été organisée le 16 juin à l'École militaire. L'année scolaire 2006-2007 a permis d'être en contact avec 135 classes qui, selon les contraintes de temps, ont pris part à l'intervention dans son ensemble ou, pour une vingtaine, seulement partiellement. Au-delà des thèmes des valeurs clés explorés par les classes – **respect, tolérance et solidarité** – nous avons vu émerger cette année de nouveaux modes d'expression des valeurs: la **persévérance**, le **sens des responsabilités**, la **concentration**, le **développement de la connaissance** et l'**autodiscipline**.

« C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à température normale. Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents ».

Georges Bernanos.

### Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général) Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

- Siège social et bureaux : 16-18 place Duplex 75015 Paris
- Tél. : 01 45 66 62 72
- Fax : 01 45 67 64 24
- Courriel : [contact@aeri-resistance.com](mailto:contact@aeri-resistance.com)
- Site internet : [www.aeri-resistance.com](http://www.aeri-resistance.com)

## VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre. La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

### Lieux de Mémoire et monuments du Souvenir. Cantal 1940-1944.

Association des Maquis et Cadets de la Résistance du Cantal.

Compte d'auteur, 207 p., 40 € franco de port.

Les commandes de cet ouvrage sont à adresser à M. Paul Esbrat, président de l'Association des Maquis et Cadets de la Résistance du Cantal - 29, avenue de la Font-long - 15 100 Saint-Flour.

### Juin 1940. La négociation secrète.

Jean-Pierre Besse et Claude Pennetier.

Les éditions de l'atelier (51-55, rue Hoche - 94 200 Ivry-sur-Seine), 208 p., 14,90 €.

### Parcours singuliers de communistes résistants de Saône-et-Loire. Antoine Tissier, Camille Vaillot, Elsof Leroy, Pierre Grille, Antoine Bar. Robert Chantini.

L'Harmattan, 190 p., 17 €.

### Les résistants déportés.

Colloque organisé par le Comité d'Action de la Résistance à l'Assemblée nationale, le 20 juin 2005.

Compte d'auteur, 88 p. On peut se procurer ce livre auprès du Comité d'Action de la Résistance - 45-47, rue Lacépède - 75 005 Paris - Tél. 01 47 07 02 95.

### Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire ?

Textes rassemblés et édités par Bernard Garnier, Jean-Luc Leleu, Jean Quellien et Anne Simonin.

Actes du colloque international de Caen des 2, 3 et 4 décembre 2004. Édition du Centre de Recherche d'Histoire Quantitative CNRS

- université de Caen Basse-Normandie, 360 p., 35 €.

### Les Résistances, miroir des régimes d'oppression. Allemagne, France, Italie.

Sous la direction de François Marcot et Didier Musiedlak.

Actes du colloque international de Besançon des 24, 25 et 26 septembre 2003. Presses Universitaires de Franche-Comté, 470 p., 22 €.

### Les jeunes dans la résistance. 20 ans en 1940 (rééd.).

Marie Granet. France-Empire, 248 p., 18 €.

### Mémoires de jeunesse. 1934-1945. De Racine à Musset.

Geneviève Janin. Éditions Pays et Terroirs (02 41 62 68 94), 300 p.

### Seconde Guerre mondiale et Résistance. Péronne et sa région. 1939-1945.

René Lavalard et Roger Locuty. Compte d'auteur, 167 p., 33 €.

Pour se procurer cet ouvrage, contacter René Lavalard - 8, avenue des Australiens - 80 200 Péronne - Tél. 03 22 84 05 68.

### Liens de Mémoire. Genres, repères, imaginaires.

Laure Leveque. L'Harmattan, 304 p., 27 €.

### Les Chantiers de la Jeunesse et la revitalisation physique et morale de la jeunesse française.

Christophe Pecout. L'Harmattan, 274 p., 24 €.

### L'exode des musées. Histoire des œuvres d'art sous l'Occupation.

Michel Rayssac. Payot, 1006 p., 35 €.

### Les Combats de l'Honneur des Forces navales françaises libres. 1940-1944.

Étienne et Alain Schlumberger. Le Cherche Midi, 348 p., 24 €.

### Les aveugles dans la Résistance 1940-1945.

Union des Aveugles de la Résistance (UAR), 38 p. Cet opuscule évoque le parcours extraordinaire (et trop peu connu) d'une poignée de patriotes que rien ne pouvait arrêter dans leur ferme détermination à s'engager activement dans la lutte contre l'occupant

nazi, pas même le handicap dont ils souffraient.

L'étude de Jacqueline Martin-Bagnaudez, cœur de cet ouvrage collectif, est une première approche historique de l'UAR dans laquelle elle pose les jalons d'un travail plus abouti qui deviendra bientôt possible pour les chercheurs avec le versement prochain du fonds de cette association aux Archives nationales.

On peut se procurer ce livre auprès du l'UAR - 58, avenue Bosquet - 75 007 Paris.

### Le cahier rouge du maquis. Journal de résistance

Gleb Sivirine alias Vallier. Parole éditions (04 94 80 76 58), 193 p., 20 €.

Ce journal personnel est suivi des témoignages de Claude et Jean-Michel Sivirine *L'homme boussole* et d'une étude de Jean-Marie Guillon, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Provence intitulée *Le maquis Vallier, 10 mois de résistance dans le Haut-Var*.

### 20 ans en 1944.

Bernard Villette. ABM éditions (01 64 06 93 18), 394 p., 40 €.

### Une Allemagne contre Hitler (rééd. en format poche).

Günther Weisenborn. Préface d'Alfred Grosser. Éditions du Félin (01 44 64 11 50), collection Résistance Liberté-Mémoire, 392 p., 8,90 €.

## À LIRE

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

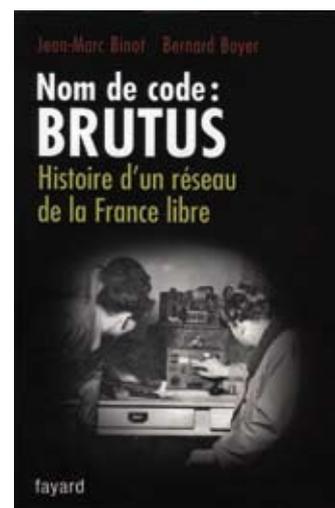
Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site [www.fondationresistance.org](http://www.fondationresistance.org) à la rubrique « Nous avons lu ».

### Nom de code : Brutus. Histoire d'un réseau de la France libre.

Jean-Marc Binot et Bernard Boyer. Préface de Pierre Sudreau. Fayard, 2007, 484 p., 23 €.

Le réseau Brutus est un des plus importants et plus anciens réseaux de renseignements de la France Libre, fondé dès 1940 par Pierre Fourcaud et ayant compris plus de 1 000 agents

homologués. Cette monographie stimulante et fouillée - dont un des deux auteurs est le fils d'André Boyer - nous apprend beaucoup sur tous ceux et celles qui contribuèrent à la durée de vie exceptionnelle de ce réseau - dont Pierre Sudreau. S'appuyant sur toutes les sources disponibles (dont les archives du Bureau Résistance), les auteurs relèvent en particulier le pourcentage important de femmes (20%), qui s'explique notamment par l'engagement de nombreux couples.



Mais Brutus n'est pas un réseau comme les autres et l'un des principaux apports du livre réside dans les détails qu'il livre sur son caractère si singulier. Il faut se rappeler que Pierre Fourcaud, envoyé en 1940 par Passy en zone sud avec une mission de renseignement, est revenu quelques mois plus tard, chargé par de Gaulle lui-même de créer des «comités anti-Pétain». Cette ambiguïté originelle peut expliquer que l'organisation mise en place par Fourcaud en 1941 ne soit ni spécialisée ni cloisonnée, comme on s'y attendrait : elle pratique à la fois le renseignement (avec l'équipe de Roger Warin) et l'évasion (filière de Herpin et Bruneau dans les Pyrénées-Orientales). En fait, il ne s'agit pas encore d'une organisation unique mais d'une structure «en rateau», avec une seule tête (Fourcaud) et des groupes non coordonnés entre eux. D'autre part, elle recrute au sein d'autres groupes eux-mêmes en formation : le groupe Liberté à Marseille, la 7<sup>e</sup> colonne d'Alsace, et surtout le Comité d'action socialiste de zone sud.

C'est en 1942 que l'organisation prend véritablement son essor

(la chronologie des engagements de ses membres l'atteste) tout en se structurant : à l'instigation du BCRA, Boris Fourcaud (successeur de son frère Pierre) et son adjoint André Boyer séparent renseignement et action, cette deuxième branche étant confiée au colonel Jean Vincent (Véni). Par ailleurs, l'activité renseignement s'étend en zone occupée, organisée par Jacques Bouchez, puis le docteur Poupault.

Mais Fourcaud et Boyer ne se cantonnent nullement à leur mission militaire : en mai-juin 1942, ils envoient à Londres des propositions qui constituent le premier projet d'un organe unifié de la Résistance incluant les partis politiques d'avant-guerre, et qui sont une des sources du CNR. Connue depuis longtemps, cette initiative s'explique par le recrutement privilégié du réseau au sein d'anciens militants socialistes ou syndicalistes, mais aussi – les auteurs nous l'apprennent – parfois radicaux. Elle s'éclaire mieux par les rencontres que rapportent les auteurs entre Boyer et les syndicalistes Edmond Jouhaux, Yvon Morandat (envoyé de la France Libre) ou le président de la Fédération radicale-socialiste des Bouches-du-Rhône – mais aussi par ses contacts avec les chefs des grands mouvements de zone sud (Frenay, d'Astier, J.-P. Levy), dont les tentatives de rapprochement connaissent au même moment de graves difficultés.

C'est en bons connaisseurs de l'état des forces et des composantes de la résistance de zone sud que Fourcaud et Boyer continueront leur rôle « politique » – sans tenir compte des injonctions du BCRA. En décembre 1942, ils tentent vainement de convaincre Manuel et Jean Moulin d'admettre un représentant des socialistes au sein du Comité central des mouvements de zone sud. Ils partent à Londres en janvier 1943, où Boyer remet à nouveau un rapport sur la situation des partis politiques en France. L'histoire « politique » du réseau Brutus (pseudo de Boyer, qui en 1943 devient le 3<sup>e</sup> chef du réseau) ne fait que commencer, puisqu'il finira par avoir un représentant au comité directeur des Mouvements unis de Résistance, organe éminemment politique, et que sa branche action, les groupes Véni, se rattachera au parti socialiste reconstitué.

Bruno Leroux

## PIERRE MESSMER (1916-2007) L'ÉPOPÉE D'UN FRANÇAIS LIBRE

**Pierre Messmer, un des premiers officiers à rallier le général de Gaulle et héros avec Jean Simon d'une évasion mémorable, est décédé à Paris le 29 août dernier. Chancelier de l'Ordre de la Libération, Président de la Fondation de la France Libre, Pierre Messmer siègeait au conseil d'administration de la Fondation de la Résistance.**



Pierre Messmer est né le 20 mars 1916 à Vincennes (Val-de-Marne) dans une famille d'industriels.

Brevet de l'École nationale de la France d'Outre-mer (1934-1937), docteur en droit (1938) et diplômé de l'École des langues orientales, en 1939, Pierre Messmer est sous-lieutenant au 12<sup>e</sup> Régiment de Tirailleurs Sénégalais.

Après la campagne de France, refusant la défaite, il décide avec le lieutenant Jean Simon, de rejoindre le général de Gaulle. À Marseille, tous deux parviennent, grâce à la complicité du commandant de marine marchande Vuillemin, à se faire embarquer comme hommes d'équipage à bord d'un cargo italien, le *Capo Olmo*, qui se prépare à partir en convoi pour l'Afrique du Nord. En mer, le commandant Vuillemin, Pierre Messmer et Jean Simon, aidés de quelques camarades embarqués clandestinement, s'emparent du navire et le détournent vers Gibraltar avant d'accoster à Liverpool, le 17 juillet 1940. Ce ralliement d'une audace incroyable, est aussi une opération fructueuse, puisque la vente de la précieuse cargaison de ce navire permet de payer pendant près de trois mois les frais de fonctionnement de la France Libre.

Pierre Messmer s'engage alors dans les Forces Françaises Libres. Affecté sur sa demande à la 13<sup>e</sup> demi-brigade de la Légion étrangère, il participe dès lors, à la longue et glorieuse épopée de cette unité.

Après avoir pris part aux opérations de Dakar et du Gabon, Pierre Messmer participe aux campagnes d'Érythrée et de Syrie. Promu capitaine, en septembre 1941, Pierre Messmer se distingue lors de la campagne de Libye et notamment lors de la défense de Bir-Hakeim et de la bataille d'El Alamein.

En juillet 1943, après la campagne de Tunisie, Pierre Messmer est envoyé en mission aux Antilles.

Affecté en janvier 1944 à l'État-major du général Koenig à Londres, le capitaine Messmer débarque en août 1944 en Normandie. Il dirige alors vers Paris le convoi de l'État-major et entre dans la capitale, dont Koenig a été nommé gouverneur militaire, le 25 août en même temps que la 2<sup>e</sup> DB.

Jusqu'en 1945, alors commandant, il effectue différentes missions à Calcutta puis au Tonkin.

Après avoir occupé de très hautes fonctions dans l'administration de la France d'Outre Mer (1950-1959), Pierre Messmer débute une longue et brillante carrière d'homme politique.

Il occupe les fonctions de ministre des Armées de 1960 à 1969, de ministre d'État chargé des DOM-TOM de 1971 à 1972 avant d'être appelé comme Premier ministre de 1972 à 1974.

Pierre Messmer enchaîne également les mandats électifs. Député UDR puis RPR de Moselle de 1968 à 1988, conseiller régional de 1968 à 1992 et président du Conseil régional de Lorraine de 1978 à 1980, conseiller général de Moselle de 1970 à mars 1982 il est élu maire de Sarrebourg pendant 18 ans (1971-1989).

Membre de l'Académie des sciences d'Outre-mer (depuis 1976), membre de l'Académie des sciences morales et politiques (depuis 1988), chancelier de l'Institut de France (1998-2005), président de l'Institut Charles de Gaulle (1992-1995) puis de la Fondation Charles de Gaulle (1995-1998), Pierre Messmer est élu, le 25 mars 1999, à l'Académie française.

Président de la Fondation de la France Libre (depuis 2001), Pierre Messmer est nommé, en 2006, chancelier de l'Ordre de la Libération.

Grand Croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération (par décret du 23 juin 1941), son action au sein des Forces Françaises Libres lui a valu de nombreuses distinctions. Il s'est vu attribué entre autres : la Croix de Guerre 1939-1945 avec 6 citations, la Médaille de la Résistance, la Médaille des évadés et la Médaille coloniale avec agrafes « Érythrée », « Libye » et « Bir-Hakeim ».

Pierre Messmer est inhumé à Saint-Gildas de Rhuys (Morbihan) après des obsèques en la cathédrale Saint-Louis des Invalides à Paris. ●

Frantz Malassis

Cet article a été établi d'après la biographie en ligne sur le site Internet du musée de l'Ordre de la Libération ([www.ordredelaliberation.fr](http://www.ordredelaliberation.fr)) dont nous tenons ici à remercier son conservateur M. Vladimir Trouplin.

Pour en savoir plus, parmi les ouvrages de Pierre Messmer nous vous conseillons la lecture de trois livres :

- *Après tant de batailles. Mémoires* (Paris, Albin Michel, 1992) ;
- *La Patrouille perdue et autres récits extraordinaires* (Paris, Albin Michel, 2002) ;
- *Ma part de France. Entretiens avec Philippe de Saint-Robert* (Paris, F.X. de Guibert, 2003).

Voir aussi le DVD sur « La République Résistante », où Pierre Messmer avait accordé un entretien à Mémoire et Espoirs de la Résistance dans son bureau de chancelier de l'Institut de France ([www.memoresist.org](http://www.memoresist.org)).

## ÉLIE-JACQUES PICARD NOUS A QUITTÉS

Né le 5 octobre 1920 à Changy (Loire), Élie-Jacques Picard n'a pas 20 ans, lorsqu'en juin 1940 il prend connaissance de l'Appel du général de Gaulle et qu'il tente depuis Bordeaux de rejoindre l'Angleterre.

Ce premier échec n'entame pas sa volonté d'agir contre l'occupant. Ainsi, alors qu'il est admis en octobre 1940 au lycée du Parc à Lyon comme élève en classe préparatoire au concours de l'École de l'air, il s'engage dans l'action clandestine. Dès 1941, par l'intermédiaire d'amis de son père, d'Antoine Avinin et de Jean Fauconnet, il est chargé de distribuer des tracts du mouvement « France-Liberté » et, en décembre 1941, il participe à la diffusion du premier numéro du journal *Franc-Tireur* tiré alors à 6 000 exemplaires !

Officiellement reconnu, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1942, comme agent de liaison au mouvement « Franc-Tireur », Élie-Jacques est essentiellement chargé de la diffusion du journal à Lyon et à Clermont-Ferrand où se trouve repliée l'université de Strasbourg depuis 1939.

En 1943, après la fusion des mouvements de la Zone sud dans le cadre des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), Élie-Jacques Picard est affecté au réseau de renseignements « Kasanga », dirigé par Jean Gemähling. Il accomplit alors de nombreuses missions, en particulier en Provence et sur la côte méditerranéenne où il collecte et transmet de nombreuses informations sur les défenses allemandes de ce secteur. C'est ainsi que grâce à la complicité de cheminots, il rapporte de Toulon à Lyon un volumineux plan, soigneusement roulé, de la base de sous-marins de la *Kriegsmarine* au Mourillon qui fut ensuite transmis à Londres.

Le 21 juin 1944, il est arrêté à Lyon par la *Gestapo* et interrogé par Klaus Barbie <sup>(1)</sup>.

Interné au Fort Montluc, il est déporté au camp de concentration de Natzweiler-Struthof le 11 août 1944.



Coll. Mme Élie-Jacques Picard - DK

Au début de septembre 1944, face à l'avance des armées alliées dans l'Est de la France, les nazis évacuent les déportés du camp du Struthof vers le camp de Dachau. C'est dans ce camp, qu'Élie-Jacques Picard, très affaibli par le typhus, est libéré par les Américains le 29 avril 1945.

Rapatrié le 13 mai 1945, il passe néanmoins avec succès l'oral du certificat de Mathématiques Générales en octobre 1945, la validité de l'écrit, datant pourtant de juin 1942, ayant été maintenue par la faculté.

De 1946 à 1949, son état de santé consécutif à la Déportation, ne lui permet pas de continuer des études supérieures et le contraint à plusieurs séjours dans différents hôpitaux et sanatorium. De 1950 à 1951, au cours d'une période de convalescence, il reprend, à temps partiel, ses études à la Faculté des Sciences de Paris. En 1952, il obtient la licence es Sciences Mathématiques.

Commence alors pour Élie-Jacques Picard une longue et brillante carrière universitaire.

Assistant, puis maître-assistant à la faculté des Sciences de Paris (1955-1963), il est nommé, en octobre 1963, chargé de cours au Collège scientifique de Brest qui vient d'être créé avant d'obtenir, en octobre 1965, sa thèse de doctorat es Sciences à Paris. Maître de Conférences (1966-1974), professeur des Universités (1974-1989), en octobre 1989 il

achève sa carrière comme professeur émérite de physique à l'université Paris VI.

Désormais à la retraite, il est sollicité par Charles Verny et entre, dès 1989, au bureau national du Comité d'Action de la Résistance (CAR) comme vice-président chargé de la communication. À ce titre, il a la charge de la revue trimestrielle *La Voix de la Résistance*, fonction qu'il assumait jusqu'à son décès.

Membre du jury du Prix littéraire de la Résistance, il succède à Marie-Claire Scamaroni, pour assurer le secrétariat général et l'organisation de sa remise de ce Prix du CAR au Palais du Luxembourg.

Membre du Conseil d'administration de la Fondation de la Résistance, président de l'Union Interdépartementale des Combattants Volontaires de la Résistance de Paris et de la région parisienne, Élie-Jacques Picard s'est consacré avec dévouement et efficacité à ses camarades de Résistance avant de s'éteindre à Paris le 12 juin 2007.

Commandeur de la Légion d'honneur, Officier des Palmes académiques Élie-Jacques Picard était titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 avec Palme, de la Médaille de la Résistance avec rosette, de la Croix du Combattant volontaire de la Résistance.

Le 30 juin dernier, dans l'église Saint-Roch, église parisienne dédiée au souvenir de la Déportation, Pierre Morel, après avoir retracé le parcours remarquable d'Élie-Jacques Picard acheva son hommage par ces mots qui nous engagent : « *Élie-Jacques ton souvenir restera intact parmi nous, et, en souvenir de toi, il nous rappellera que nous devons assurer, comme tu n'as cessé de le faire, le devoir de mémoire, de vigilance permanent et préventif.* » ●

Frantz Malassis

(1) C'est la raison pour laquelle, il a été appelé à déposer comme témoin à son procès à Lyon en juin 1987.

## UNE ALLÉE DE STRASBOURG HONORE LA MÉMOIRE DE JEAN-PIERRE LÉVY



Depuis plusieurs années, des démarches ont été entreprises auprès de la municipalité de Strasbourg par M. Bernard Roth afin que le nom de Jean-Pierre Lévy (1911 - 1996) soit donné à une voie de cette ville. Après accord de la commission d'appellation des rues, cette décision est devenue définitive le 2 juillet par décision du Conseil municipal.

Le jeudi 20 septembre, M. Pierre Sudreau, président de la Fondation de la Résistance et ami de Jean-Pierre Lévy ainsi que de hautes personnalités ont inauguré l'allée Jean-Pierre Lévy en présence des membres de sa famille et notamment de son fils Gilles Pierre Lévy, administrateur de la Fondation de la Résistance.

Par cette allée prestigieuse (environ 300 mètres de long pour 70 mètres de large) des nouveaux

quartiers du sud de Strasbourg, située entre l'avenue du général de Gaulle et le pont Winston-Churchill, la municipalité a ainsi voulu rendre hommage au co-fondateur et chef du mouvement « Franc-Tireur », membre du Conseil National de la Résistance, fait compagnon par le général de Gaulle.

Ainsi, après Lyon, puis Paris (cf. l'article dans *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n°47), c'est Strasbourg, sa ville natale, qui honore la mémoire de Jean-Pierre Lévy qui fut, rappelons-le, un des principaux instigateurs de la Fondation de la Résistance dont il fut vice-président de 1993 à 1996.

Le même jour a été inauguré à Strasbourg la rue Edmond Michelet. ●

FM